

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule Risques Accidentels

Auch, le 25/08/2022

19 place de l'Ancien Foirail  
32000 AUCH

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AGRIBIO UNION**

Route départementale 999  
81630 SALVAGNAC

Références : 2022-0590-DP

Code AIOT : 0006810287

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement AGRIBIO UNION implanté 32720 BARCELONNE DU GERS. L'inspection a été annoncée le 23/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été programmée dans le cadre des suites données à la plainte reçue à la préfecture du Gers concernant des nuisances sonores.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIBIO UNION
- 32720 BARCELONNE DU GERS
- Code AIOT : 0006810287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

L'Union de Coopératives Agricoles AGRIBIO UNION a été créée en 1999, elle exploite une installation de stockage de céréales et oléoprotéagineux biologiques en silo, intégrant deux installations de séchage sur la commune de Barcelonne-du-Gers.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014125-0002 daté du 5 mai 2014 pour un volume de 20 670 m<sup>3</sup> de céréales.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites données à la visite d'inspection précédente et à la plainte du 11/01/2021 ;
- vérification par sondage du respect des prescriptions applicables à l'installation, vis-à-vis de la réglementation ESP (équipements sous pression) et produits chimiques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une précédente inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Rapport annuel	AM du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
2	Plainte bruit émergence	AM du 23/01/1997, article 3	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP du 05/05/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Collecte des effluents	AP du 05/05/2014, article 4.2.1	/	Sans objet
5	Liste des ESP	AM du 20/11/2017, article 6.3	/	Sans objet
6	Inspection périodiques des ESP	AM du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
7	Requalifications périodiques des ESP	AM du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
8	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, art 37.5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des constats formulés lors des visites d'inspection précédentes. Suite aux mesures prises par l'exploitant, les émissions sonores sont conformes à la réglementation.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations Classées.(...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport Q18 n°9217003-007-1 du 28/02/2022, suite à la vérification réalisée par l'APAVE le 15/02/2022. Ce rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport ne mentionne aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Plainte bruit émergence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Valeurs limites d'émergence		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5dB(A)	3dB(A)
L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		
<b>Constats :</b> Suite à la plainte reçue à la préfecture du Gers le 11/01/2021, l'exploitant a mis en place des mesures organisationnelles : les extracteurs d'air coté route départementale ne sont plus en fonctionnement et des mesures techniques par l'ajout d'un silencieux coté RD et d'un écran végétal. L'exploitant a présenté le rapport de mesures de bruit dans l'environnement établi par la société SOCOTEC le 22/08/2022 suite aux mesures réalisées le 17/08/2022. Ce rapport présente des valeurs conformes à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> <li>le bruit en limite de propriété est au maximum de 50.5 dB pour un niveau maximum admissible de 60 dB le nuit et 70 dB le jour ;</li> <li>l'émergence au droit de la limite de la ZER la plus proche est de 2 dB le jour et 3 dB la nuit pour des valeurs admissible respectivement 5 dB et 3 dB, le jour et la nuit.</li> </ul>		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.2.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"><li>à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li></ul> On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :			
<b>Dispositifs de dépoussiérage</b>			
	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h	
Poussières	40	2,6	
L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en poussières dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Le premier contrôle devra être réalisé avant le 31 décembre 2018.			
Les résultats des analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.			
<b>Séchoirs</b>			
Le rejet à l'atmosphère des gaz de combustion des séchoirs ne peut se faire que sous réserve du respect des valeurs limites de rejet énoncées ci-après :			
Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	<b>Séchoir (SE1)</b> Flux en kg/h	<b>Séchoir (SE2)</b> Flux en kg/h
Poussières	150 mg/m <sup>3</sup>	9,375	5,1
oxydes d'azote (en équivalent NO2)	400 mg/m <sup>3</sup>	25	13,6
Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m <sup>3</sup> ) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles gazeux.			
L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes d'azote et poussières dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Le premier contrôle devra être réalisé avant le 31 décembre 2018.			
Les résultats des analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.			
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques n°11907366-001-1 du 07/01/2022, suite aux mesures réalisées par l'APAVE le 18/10/2021 et le 18/11/2021.			
Les valeurs des rejets de poussières du dépoussiéreur, du séchoir 1 et du séchoir 2 sont conformes.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 4 : Collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la vanne d'obturation en sortie du bassin de rétention est présente et fonctionnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Liste des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de vérification des équipements sous pression (ESP) n°11247945-003-1 du 23/04/2021, suite à la vérification réalisée par l'APAVE le 25/03/2021. Ce rapport présente la liste des ESP présents qui ne comportent qu'un réservoir de 900 l. Sur la fiche de vérification associée à ce réservoir sont mentionnés la date de vérification ainsi que les périodicités concernant les inspections (48 mois) et les requalifications (10 ans).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Inspection périodiques des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Inspection périodiques des ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le compte rendu d'inspection de son ESP (réservoir de 900 l), joint au rapport de visite de l'apave n°11247945-003-1 du 23/04/2021. Les vérifications intérieure, extérieure, documentaire et des accessoires sous pressions ont été jugées satisfaisantes. Aucun commentaire n'a été émis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Requalifications périodiques des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Requalifications périodiques des ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. [...]
<b>Constats :</b> Le réservoir faisant l'objet d'une vérification par l'apave a été fabriqué en 2015, de fait la première visite de requalification devra être réalisée en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : FDS Respect de ces dispositions**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à L'article 32.
<b>Constats :</b> L'installation ne dispose pas de produits chimiques sur le site, de fait aucune FDS n'a pu être vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet